

occidentale et, notamment, l'Union douanière européenne et l'Accord de Schengen (en vertu duquel les personnes voyageant entre les pays signataires ne sont plus soumises à des contrôles aux frontières), comme exemples dont on devrait s'inspirer. Ces parties intéressées estimaient, qu'étant donné les relations étroites que nous entretenons, il ne devrait pas être plus difficile de franchir la frontière canado-américaine que de franchir les frontières de l'Union européenne, alors que cela l'est pourtant. Elles ont demandé instamment que les réglementations canadiennes et américaines des douanes et de l'immigration soient harmonisées dans toute la mesure du possible. Certains ont fait remarquer, également, qu'après une décennie pendant laquelle les États-Unis ont été le moteur de la croissance économique mondiale, les économies européennes et asiatiques se redressent et qu'elles opposeront une concurrence plus vive aux entreprises nord-américaines, d'où la nécessité encore plus grande d'une frontière canado-américaine qui fonctionne de manière optimale.

Tout en réclamant une diminution du nombre des inspections, beaucoup de participants reconnaissaient que des ressources étaient nécessaires pour accélérer les formalités à la frontière. Ces frontaliers et les représentants du gouvernement américain ont donc expliqué qu'il fallait beaucoup plus de personnel affecté aux inspections à la frontière canado-américaine. Plusieurs parties intéressées se sont déclarées exaspérées par le fait que seule une partie des files d'inspection soient ouvertes à certains postes frontières et ce, malgré les queues qui se forment à ces postes. Ces personnes ne comprenaient pas comment il se faisait que le nombre des inspecteurs américains affectés à cette frontière était resté constant au cours des 10 dernières années, malgré la croissance rapide des mouvements transfrontaliers